



Assemblée générale

Distr. générale
24 août 2022
Français
Original : anglais

Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Compte rendu analytique de la 4^e séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 13 juin 2022, à 15 heures.

Présidence : M^{me} McGuire (Grenade)
puis : M^{me} Fernández Palacios (Vice-Présidente) (Cuba)
puis : M^{me} McGuire (Grenade)

Sommaire

Adoption de l'ordre du jour

Question du Sahara occidental (*suite*)

Question des Samoa américaines

Question d'Anguilla

Question des Bermudes

Audition des représentants du territoire non autonome

Question des Îles Vierges britanniques

Audition des représentants du territoire non autonome

Audition des pétitionnaires

Question des Îles Caïmanes

Question de la Polynésie française

Audition des représentants du territoire non autonome

Audition des pétitionnaires

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org)

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



La séance est ouverte à 15 h 30.

Adoption de l'ordre du jour

1. *L'ordre du jour est adopté.*

2. **La Présidente** informe le Comité que les délégations du Burundi, des Émirats arabes unis, de la Gambie, du Koweït, du Lesotho, du Liberia, de l'Ouganda, de Sao Tomé-et-Principe ont exprimé le souhait de participer à la présente session du Comité en qualité d'observateurs.

Question du Sahara occidental (*suite*)

(A/AC.109/2022/17)

3. **M. Sahraei** (République islamique d'Iran) dit que sa délégation appuie le processus de négociations en cours afin de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, qui permette au peuple du Sahara occidental d'exercer son droit à l'autodétermination, conformément à la Charte des Nations Unies et à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Les parties doivent engager des négociations menées sous l'égide de l'ONU, de bonne foi et conformément aux buts et principes de la Charte. La communauté internationale doit veiller à l'application des résolutions et décisions pertinentes des organes de l'ONU sur le Sahara occidental et appuyer le peuple du territoire dans sa quête d'indépendance.

4. **M. Darroux** (Dominique) dit que sa délégation appuie l'action menée par le Secrétaire général pour faire progresser le processus politique vers une solution politique mutuellement acceptable au différend. La Dominique appuie pleinement l'initiative d'autonomie présentée par le Maroc et félicite le Gouvernement marocain de ses efforts de développement dans ses provinces du sud, qui ont amélioré la qualité de vie, augmenté les possibilités et développé les infrastructures, les soins de santé, l'éducation et le logement. Le renforcement de la présence étrangère au Sahara a été mise en évidence par l'ouverture récente d'un consulat par l'Organisation des États des Caraïbes orientales.

5. **M^{me} Rambally** (Sainte-Lucie) dit que son pays est honoré d'avoir accueilli le séminaire régional pour le Pacifique, qui s'est tenu du 11 au 13 mai 2022, et attend avec intérêt d'organiser des événements semblables à l'avenir. Notant que dans ses nombreuses résolutions sur le Sahara occidental, le Conseil de sécurité s'est félicité des efforts faits par le Maroc, notamment de l'initiative d'autonomie qu'il a proposée, elle réaffirme l'appui de sa délégation à l'action menée par le nouvel Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura, qui a effectué sa

première tournée dans la région du 12 au 19 janvier 2022. Sa délégation se félicite de l'attachement du Maroc à la reprise du processus politique en vue de parvenir à une solution de compromis au différend régional. Elle attend avec intérêt la deuxième visite de l'Envoyé spécial dans la région et espère qu'une troisième table ronde pourra bientôt être organisée.

6. **M. Zambrana Torrelío** (État plurinational de Bolivie) dit que sa délégation se félicite de l'action menée par le Secrétaire général et par son envoyé personnel pour le Sahara occidental. Toutes les parties doivent continuer de participer au processus des tables rondes et envisager tout moyen de règlement pacifique reconnu par la Charte des Nations Unies, le droit international et les résolutions des organes de l'ONU, afin de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable à la question du Sahara occidental. Le dialogue et la négociation, sans obstacles ni conditions préalables, de bonne foi et dans un esprit de compromis, sont essentiels pour aider le peuple sahraoui à exercer son droit et à déterminer son avenir.

7. **M. Durán Medina** (Équateur) dit que la question du Sahara occidental a trait à l'autodétermination et doit être réglée par la voie de négociations en vue de parvenir à une solution politique mutuellement acceptable, conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies et aux résolutions du Conseil de sécurité, dont celles relatives au mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO). L'Équateur appuie pleinement l'action de l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental.

8. **M. Rai** (Papouasie-Nouvelle-Guinée) dit que sa délégation appuie un règlement politique fondé sur un dialogue inclusif et des réalités concrètes, en toute bonne foi. Il estime encourageant de voir l'initiative marocaine d'autonomie de 2007 bénéficier d'un appui de plus en plus marqué. Il se félicite de l'action menée par le Secrétaire général et de l'approche dynamique de son nouvel envoyé personnel. Les deux premières tables rondes rassemblant le Maroc, l'Algérie, la Mauritanie et le « polsario » ont été un succès et l'accord parmi les parties prenantes concernant la tenue d'une troisième table ronde selon les mêmes modalités est un signe positif. Les autres parties doivent suivre l'exemple du Maroc et respecter pleinement le cessez-le-feu. Sa délégation se félicite des nombreux efforts faits par ce dernier, à savoir investir dans la région du Sahara, appuyer des élections libres et régulières, promouvoir les droits humains, aider à combattre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et faciliter la mise en place de missions diplomatiques.

9. **M^{me} Koumby Missambo** (Observatrice du Gabon) dit que son pays réaffirme son soutien au processus politique mené sous l'égide du Secrétaire général, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité adoptées depuis 2007 sur le Sahara marocain. Elle espère que l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental nouvellement nommé sera en mesure de relancer le processus des tables rondes avec la participation de l'Algérie, du Maroc, de la Mauritanie et du Polisario, selon les mêmes modalités et conformément aux résolutions du Conseil de sécurité, en particulier à la résolution [2602 \(2021\)](#). Le Gabon soutient l'initiative marocaine d'autonomie, qui est conforme au droit international, à la Charte des Nations Unies et aux résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale et bénéficie d'un fort soutien international. Le Gabon salue la tenue le 8 septembre 2021 des élections au Maroc, y compris au Sahara marocain, qui se sont déroulées de manière libre et transparente, comme l'ont confirmé les observateurs internationaux. Il félicite le Maroc de pleinement respecter le cessez-le-feu et demande aux autres parties de faire de même. Il est préoccupé par la situation des populations des camps de Tindouf et dénonce la violation de leurs droits fondamentaux. Il insiste sur la nécessité de procéder à leur enregistrement, conformément au droit international humanitaire, aux recommandations du Secrétaire général et à toutes les résolutions du Conseil de sécurité.

10. **M^{me} Arias Orlowska** (Observatrice de la République dominicaine) dit que son gouvernement appuie l'action menée par le Maroc et par le Secrétaire général pour parvenir à une solution politique crédible, durable et acceptable à la question du Sahara occidental. Toutes les parties impliquées doivent se concerter avec le Secrétaire général et son envoyé personnel pour le Sahara occidental et faire preuve de coopération.

11. **M. Sisa** (Observateur du Botswana) dit que son pays exprime sa solidarité avec le peuple du Sahara occidental, dernière colonie en Afrique, et appuie son droit inaliénable à l'autodétermination. Le Sahara occidental figure à l'ordre du jour du Comité depuis près de 60 ans. Quelque 46 années se sont écoulées depuis l'avis consultatif historique de la Cour internationale de Justice de 1975. Le peuple du Sahara occidental se voit promettre un référendum depuis 30 ans. L'absence de progrès pendant toutes ces années s'explique principalement par les obstacles dressés unilatéralement par certaines parties. C'est ce qui a entraîné l'effondrement du cessez-le-feu de 1991 en novembre 2020 et la montée des hostilités militaires qui ont suivi, notamment des attaques contre des civils et des militants

des droits humains. Le nouvel Envoyé spécial du Secrétaire général a dû relancer le processus de paix et veiller à la reprise des négociations de fond. Il serait souhaitable que le Comité effectue une tournée au Sahara occidental, ce qu'il n'a pas fait depuis 1975. Les États Membres devraient appuyer l'action menée par l'Union africaine, conformément à son plan de règlement pour le Sahara occidental de 1991.

12. **M^{me} Salman** (Observatrice de Bahreïn) dit que sa délégation appuie les efforts crédibles et sérieux faits par le Maroc pour parvenir à une solution politique à la question du Sahara marocain. Cela comprend l'initiative marocaine d'autonomie, qui est le meilleur moyen de parvenir à une solution durable qui soit conforme aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et respecte la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale du Maroc. Bahreïn a affirmé son appui au Maroc par l'ouverture d'un consulat à Laayoune (Sahara marocain) en décembre 2020. Il salue les efforts du Secrétaire général et la visite effectuée par son nouvel envoyé personnel dans la région.

13. **M^{me} Maria de Jesus dos Reis Ferreira** (Observatrice de l'Angola) dit que malgré 50 ans d'efforts, la dernière colonie d'Afrique n'a pas encore accédé à l'indépendance en raison de la façon dont le processus politique a été mené. Tant qu'un consensus n'est pas à portée de main, la situation humanitaire risque de se dégrader et les tensions en Afrique du Nord d'augmenter. Il faudrait mener un dialogue constructif, fondé sur le principe du respect des frontières existantes, comme énoncé dans l'Acte constitutif de l'Union africaine. Le nouvel Envoyé personnel du Secrétaire général doit tenter de faire progresser les négociations entre le Front POLISARIO et le Maroc sur le référendum convenu par la communauté internationale, tandis que le Conseil de sécurité doit agir pour protéger la population civile sahraouie contre les violations des droits humains. Sa délégation encourage l'ONU à appliquer le plan de règlement pour le Sahara occidental de l'Union africaine qui a été accepté tant par le Front POLISARIO que par le Maroc et approuvé par le Conseil de sécurité.

14. **M. Niang** (Observateur du Sénégal) dit que son pays appuie le processus politique mené sous les auspices exclusifs de l'ONU, sur la base des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité depuis 2007. L'initiative d'autonomie proposée par le Maroc reste le cadre approprié conforme au droit international, à la Charte des Nations Unies et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Elle prend en compte la question des réfugiés dans les camps de Tindouf en application du droit international humanitaire, comme reconnu dans ces résolutions. Les

avancées accomplies par le Gouvernement marocain sur le terrain, notamment en matière de promotion des droits de l'homme et de la démocratie ainsi que les efforts considérables déployés pour favoriser le développement économique et social du Sahara occidental témoignent de sa volonté de résoudre ce différend. Le Sénégal a inauguré en avril 2021 son consulat au Sahara marocain où il compte plus de 6 000 ressortissants. Il se félicite de la première tournée de l'Envoyé spécial dans la région et exhorte les parties à renouer avec le processus des tables rondes. Sa délégation se réjouit de la tenue le 8 septembre 2021 des élections, avec une participation considérable du Sahara marocain pour élire ses représentants. La participation de ces derniers aux sessions du Comité reste un signal positif. Il insiste sur l'importance du respect du cessez-le-feu de 1991.

15. **M. Shaddad** (Observateur de la Jordanie) dit que les liens étroits entre le Royaume hachémite de la Jordanie et le Royaume du Maroc ont été réaffirmés en mars 2021 à la suite de l'ouverture d'un consulat de Jordanie dans la ville de Laayoune au Maroc. L'initiative marocaine d'autonomie est une proposition réaliste et sérieuse, qui est conforme à la Charte des Nations Unies et tient compte des spécificités de la région et des principes de souveraineté et d'intégrité territoriale. Sa délégation se félicite des efforts faits par le Maroc pour promouvoir le développement au Sahara, notamment en veillant à ce que la population tire profit des ressources de la région, ainsi qu'en luttant contre la pandémie de COVID-19. Elle salue également l'action menée par l'ONU et la nomination du nouvel Envoyé personnel du Secrétaire général.

16. **M. Moharram** (Observateur de l'Arabie saoudite) dit que le Royaume d'Arabie saoudite appuie l'action menée par le Royaume du Maroc pour trouver une solution politique et réaliste reposant sur un consensus, fondée sur les résolutions du Conseil de sécurité, sous l'égide du Secrétaire général. Sa délégation salue la tenue des deux tables rondes auxquelles ont participé le Maroc, l'Algérie, la Mauritanie et le Polisario. Il se félicite de ce que des représentants élus du Sahara marocain y aient participé également, tout comme aux activités parrainées par le Comité. Il réaffirme l'appui de son pays à l'initiative marocaine d'autonomie, solution conforme au droit international. Il se félicite de la nomination du nouvel Envoyé personnel du Secrétaire général. Le Maroc a participé au développement économique et social et a progressé sur le plan des droits humains au Sahara marocain et de la tenue d'élections fructueuses, tout comme au Maroc, en septembre 2021. Il a également aidé à combattre la pandémie de COVID-19 et à renforcer la stabilité dans la région, dans le respect du cessez-le-feu. L'Arabie saoudite rejette

tout acte qui compromettrait les intérêts primordiaux du Maroc ou porterait atteinte à sa souveraineté ou à son intégrité territoriale.

17. **M. Araba** (Observateur du Bénin) dit que son pays soutient les efforts du Secrétaire général et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité visant à parvenir à une solution politique réaliste, pragmatique et durable, basée sur un compromis. Le fait d'atteindre un consensus viable pour le règlement de cette question sera d'un grand apport pour la stabilité durable de la région du Maghreb et l'intégration de cette région ainsi que de l'Afrique. Sa délégation salue la nomination du nouvel Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental et soutient ses efforts pour la reprise du processus des tables rondes selon les mêmes modalités et avec la participation effective des mêmes quatre acteurs que sont l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie et le Polisario, conformément à la résolution [2602 \(2021\)](#) du Conseil de sécurité. Le Maroc doit être salué pour les efforts qu'il a déployés, tels que l'initiative d'autonomie comme solution de compromis et les investissements en faveur du développement socioéconomique du Sahara occidental, qui contribuent utilement au mieux-être des populations concernées, y compris dans le domaine sanitaire. Sa délégation demande à tous les protagonistes de faire montre d'un esprit de réalisme et de compromis.

18. **M. Conte** (Observateur de la Guinée) dit que, s'intéressant particulièrement à la question du Sahara marocain, la Guinée continue de croire aux vertus du dialogue pour un règlement pacifique de ce conflit. Elle se félicite de la nomination du nouvel Envoyé personnel du Secrétaire général et espère que le processus des tables rondes obéissant au même format et invitant les mêmes parties concernées reprendra. Le Gouvernement marocain a respecté ses engagements, conformément au droit international et aux résolutions du Conseil de sécurité, et doit être salué pour son investissement dans la région. Sa délégation remercie le Gouvernement marocain d'avoir facilité l'inauguration d'un consulat. La Guinée soutient l'initiative marocaine d'autonomie pour la stabilité de la région ainsi que les efforts du Secrétaire général visant à régler la crise.

19. **M. Mabhongo** (Observateur de l'Afrique du Sud) dit que 60 ans après avoir été inscrit sur la liste des territoires non encore autonomes et 30 ans après le référendum préconisé par le Conseil de sécurité, le Sahara occidental n'est pas parvenu à la pleine autonomie. Son pays réaffirme son appui au droit inaliénable du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies, à la résolution [1514 \(XV\)](#) de l'Assemblée générale et à d'autres résolutions

pertinentes, à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice de 1975 et aux décisions pertinentes de l'Union africaine. Le Comité doit agir pour protéger les droits politiques, économiques, sociaux et culturels du peuple sahraoui, y compris son droit à la souveraineté permanente sur ses ressources naturelles, selon les rapports réguliers présentés aux organes compétents de l'ONU sur la situation en cours. Le Comité doit dépêcher une mission pour obtenir des informations de première main sur la situation générale au Sahara occidental, qui serait la première depuis 1975, et le Conseil de sécurité doit envisager de faire de même. Les États Membres doivent appuyer l'action menée par l'Union africaine et le nouvel Envoyé personnel du Secrétaire général pour relancer le processus de paix au Sahara occidental, au moyen de négociations de fond directes entre le Front POLISARIO et le Maroc, lesquelles doivent avoir pour objectif ultime de permettre au peuple sahraoui d'exercer librement et démocratiquement son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance. L'initiative marocaine d'autonomie était unilatérale et non fondée en droit international ; elle assumait que le Sahara occidental faisait partie du Maroc, une position rejetée par l'ONU, la Cour internationale de Justice et l'Union africaine.

20. **M. Sinka** (Observateur du Burkina Faso) dit que l'ONU doit continuer de jouer un rôle déterminant dans le règlement de la question du Sahara occidental. Sa délégation se félicite de la nomination du nouvel Envoyé personnel du Secrétaire général et réaffirme son soutien à la reprise de la tenue des tables rondes, selon les mêmes modalités et avec les mêmes participants que précédemment, en application de la résolution [2602 \(2021\)](#) du Conseil de sécurité. Le Burkina Faso salue et soutient l'initiative marocaine d'autonomie. Il estime que le fait de parvenir une solution politique à ce différend de longue date et à une coopération renforcée entre les États membres de l'Union du Maghreb arabe contribuerait sans aucun doute à la stabilité et à la sécurité dans la région du Sahel. Il voudrait appeler toutes les parties au respect du cessez-le-feu pour ne pas porter un coup aux efforts du Secrétaire général visant à aboutir à une solution politique à la question.

21. **M^{me} Kuzee** (Observatrice de la Namibie) dit que la Namibie, qui a bénéficié d'une action de décolonisation de l'ONU, espère que le Sahara occidental, dernière colonie en Afrique, jouira de la même liberté d'exercer son droit à l'autodétermination. Si sa délégation apprécie le renouvellement du mandat de la MINURSO en octobre 2021, elle estime préoccupant que le déboursement de ressources considérables durant 30 ans n'ait pas encore permis à la Mission d'accomplir son objectif principal. En sa

qualité de membre en exercice du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, la Namibie encourage le nouvel Envoyé personnel du Secrétaire général à travailler au sein du Cadre commun Organisation des Nations Unies-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité, afin de surmonter les obstacles de longue date au processus de paix qui en est au point mort. Le Conseil de paix et de sécurité a demandé au Secrétaire général de prier le Conseiller juridique des Nations Unies d'émettre une opinion juridique sur l'ouverture de consulats au Sahara occidental. Le Comité devrait dépêcher une mission pour enquêter sur la situation sur le terrain.

22. **M. Faati** (Observateur de la Gambie) dit que sa délégation appuie l'action menée par le Maroc, le processus de paix en cours sous les auspices du Secrétaire général et la désignation du nouvel Envoyé personnel du Secrétaire général. Tout règlement fructueux dépend tant des pays de la région que du Maroc ; la stabilité et la sécurité de la région du Sahel sont une responsabilité collective. Cela rend la tenue de la troisième série de tables rondes plus impérative que jamais. La Gambie appuie la souveraineté du Maroc sur le Sahara marocain et a établi un consulat dans la ville de Dakhla en janvier 2020. L'initiative marocaine d'autonomie est un compromis réaliste et sérieux qui prend en compte les souhaits de la population locale et est conforme au droit international. Il se félicite de l'action de développement et des mesures de vaccination dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19, prises par le Gouvernement marocain.

23. **M^{me} Assoweh** (Observatrice de Djibouti) dit que sa délégation appuie un processus politique mené sous les auspices exclusifs du Secrétaire général pour parvenir à une solution politique réaliste, pragmatique, durable et de compromis au différend régional concernant le Sahara occidental. Cette solution politique à ce différend ainsi que le renforcement de la coopération régionale qu'elle offre aux pays du Maghreb contribueront à la stabilité et à la sécurité du Sahel. L'initiative marocaine d'autonomie est conforme au droit international, à la Charte des Nations Unies et à toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale et constitue une excellente base de discussion pour arriver à une solution négociée de ce différend. Sa délégation salue la retenue et l'engagement de principe des forces armées marocaines en faveur du cessez-le-feu, qui a été réitéré. Elle se réjouit de la tenue des élections du 8 septembre 2021 au Maroc, y compris au Sahara, qui se sont déroulées dans une atmosphère démocratique, libre, transparente et sans aucun incident, comme cela a été confirmé par tous les observateurs.

24. **M. Ruiz Díaz** (Observateur du Paraguay) dit que sa délégation sait bien que la question de l'autodétermination est complexe et que les intérêts contradictoires du peuple autochtone et des populations qui se sont installées dans un territoire donné à la suite d'une entreprise coloniale doivent être pris en considération. La volonté politique nécessaire pour progresser sur la voie de la décolonisation et répondre donc à des revendications de longue date doit s'étendre au-delà du mandat d'une seule administration gouvernementale.

25. Pour ce qui est de la question du Sahara occidental, le Paraguay appuie les résolutions adoptées par l'Organisation et avalise l'action menée par le Secrétaire général et son envoyé personnel afin d'aider les parties à parvenir à une solution juste, durable et mutuellement acceptable au différend.

26. **M. Al-Maawda** (Observateur du Qatar) dit que son pays appuie les efforts du Secrétaire général et se félicite de la nomination du nouvel Envoyé personnel. Il estime que l'initiative marocaine d'autonomie doit être le fondement de toute solution réaliste et félicite le Maroc d'avoir concouru sensiblement au développement économique et social au Sahara marocain.

27. **M^{me} AlMatrooshi** (Observatrice des Émirats arabes unis) dit que son pays appuie fermement l'initiative d'autonomie présentée par le Maroc en 2007, qui est sérieuse et crédible et favorise une solution au différend, conformément à la Charte des Nations Unies et aux résolutions pertinentes des organes de l'ONU, tout en préservant l'intégrité territoriale du Maroc. Le Gouvernement marocain a fait des efforts louables pour améliorer la vie des habitants du Sahara marocain, tout particulièrement pendant la pandémie de COVID-19. La délégation émirienne se félicite de la tenue des deux tables rondes et demande instamment la poursuite du processus entamé en 2007 sous les auspices exclusifs du Secrétaire général et de son envoyé personnel. Au vu des relations historiques et stratégiques entre les deux pays, les Émirats arabes unis ont ouvert un consulat dans la ville de Laayoune, dans le sud du Maroc. Sa délégation appuie les travaux de la MINURSO et souligne que toutes les parties doivent respecter le cessez-le-feu.

28. **M. Ríos Sánchez** (Observateur du Mexique) dit que son pays est résolu à parvenir à une solution juste et durable au différend sur le Sahara occidental, conformément aux résolutions pertinentes des organes de l'ONU. La volonté du peuple sahraoui doit être prise en compte et son droit à l'autodétermination respecté par l'organisation d'un référendum acceptable aux deux parties. De plus, les voix des femmes et des jeunes

doivent figurer en bonne place dans tout dialogue futur entre les parties. La MINURSO a un rôle vital à jouer pour ce qui est de garantir la stabilité et de surveiller le cessez-le-feu, outre son importante action de déminage, qui doit se poursuivre sans obstacle. Au vu des rapports préoccupants sur les violations des droits humains au Sahara occidental, il convient de renforcer la surveillance des droits humains dans le territoire et de demander des comptes à ceux qui commettent de tels actes.

29. **M. Maniratanga** (Observateur du Burundi) dit que sa délégation soutient vivement le processus politique en cours, tenu sous les auspices exclusifs du Secrétaire général, visant à parvenir à une solution politique sur la base des résolutions du Conseil de sécurité adoptées depuis 2007. Sa délégation se félicite du nouvel élan impulsé par le processus des tables rondes avec la participation de l'Algérie, du Maroc, de la Mauritanie et du Polisario et souhaite vivement que les parties prenantes restent engagées en faisant preuve de réalisme et d'un esprit de compromis. Elle estime que le renforcement de la coopération entre les États membres de l'Union du Maghreb arabe contribuerait à la stabilité et à la sécurité de la région du Sahel. Elle se félicite de la nomination du nouvel Envoyé personnel du Secrétaire général, qui apportera sans doute un nouveau regard au processus, et invite toutes les parties à soutenir ses efforts pour la reprise du processus des tables rondes. Elle demeure convaincue qu'une solution peut et doit être trouvée. Elle passera par un dialogue fondé sur les résolutions du Conseil de sécurité et les rapports du Secrétaire général.

30. **M. Mendes** (Observateur de la Guinée-Bissau) dit que l'efficacité de la médiation de l'ONU a été démontrée par le processus des tables rondes qui, sa délégation l'espère, pourrait être relancée par le nouvel Envoyé personnel du Secrétaire général. L'initiative marocaine d'autonomie a été la solution la plus pragmatique pour le Sahara occidental et pour la stabilité des régions du Maghreb et du Sahel dans l'ensemble. Le succès des élections de septembre 2021 et la participation des représentants élus du Sahara occidental au processus des tables rondes étaient un hommage au réalisme et à l'esprit de compromis manifesté par les parties. Le Maroc doit être félicité pour ses contributions aux infrastructures, à l'éducation et à la santé, ainsi qu'à l'action de lutte contre la COVID-19 au Sahara occidental. La Guinée-Bissau s'est jointe à d'autres pays et y a ouvert un consulat.

31. **M. Larbaoui** (Observateur de l'Algérie) dit que bon nombre de déclarations que le Comité vient d'entendre montrent que la conscience des peuples libres est encore vive. Malheureusement, l'inertie de

l'ONU est devenue source de préoccupation, étant donné que le Sahara occidental, faisant partie des 17 territoires non autonomes, est la dernière colonie restante en Afrique. Cela a fortement dégradé la confiance entre les deux parties, le Maroc et le Front POLISARIO, accentué les tensions et suscité l'exaspération du peuple sahraoui. Dans de nombreuses résolutions, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont réaffirmé le droit légitime du peuple sahraoui à l'autodétermination dans le cadre de dispositions conformes aux buts et principes de la Charte des Nations Unies.

32. La soi-disant initiative « d'autonomie » n'est qu'un effort de la part du Maroc d'imposer un fait accompli colonial, afin de pouvoir continuer de piller les ressources du Sahara occidental. Les États qui ont appuyé cette initiative se sont rendus complices de la tentative hégémonique du Maroc d'imposer sa souveraineté sur un territoire situé hors de ses frontières internationalement reconnues. Cette initiative ou toute autre option ne permettant pas au peuple sahraoui d'exercer ses droits inaliénables au moyen d'un référendum libre et régulier est contraire au droit international, à la Charte des Nations Unies, à la doctrine de décolonisation et à bon nombre de résolutions des organes de l'ONU. De plus, la MINURSO n'est pas en mesure de surveiller adéquatement la situation des droits humains dans le Sahara occidental occupé. Elle est, fait incompréhensible, la seule mission des Nations Unies à ne pas bénéficier, de par son mandat, d'une composante Droits humains. En tant que pays hôte, l'Algérie continuera d'offrir une assistance aux réfugiés sahraouis à Tindouf, où ses efforts ont été salués par les organismes internationaux.

33. **M. Al-barati** (Observateur du Yémen) dit que sa délégation salue les efforts faits par le Maroc pour parvenir à un consensus durable au Sahara occidental. Il se félicite de l'action menée par le Secrétaire général et par son nouvel envoyé personnel pour relancer le processus politique, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité adoptées depuis 2007. Sa délégation estime qu'il est essentiel de trouver une solution qui préserve la sécurité et la stabilité dans la région du Sahel sans compromettre l'intégrité territoriale du Maroc.

34. **M. Kadyautumbe** (Observateur de Zimbabwe) dit que le Comité doit respecter sa position claire et de longue date selon laquelle le Sahara occidental est un territoire non autonome, dont les habitants ont un droit inaliénable à l'autodétermination. Ce droit doit être exercé au moyen d'un référendum, qui doit se tenir conformément au plan de règlement de l'ONU et aux résolutions et décisions pertinentes des organes de l'ONU et de l'Union africaine. Sa délégation se félicite

de la nomination du nouvel Envoyé personnel du Secrétaire général et espère qu'il pourra relancer le processus politique, conformément à la résolution [2602 \(2021\)](#) du Conseil de sécurité.

35. **M. Cravid e Silva** (Observateur de Sao Tomé-et-Principe) dit que sa délégation soutient fermement le processus politique en cours, mené sous l'égide du Secrétaire général, visant à parvenir à une solution politique mutuellement acceptable par toutes les parties, comme recommandé par les différentes résolutions du Conseil de sécurité depuis 2007. Sa délégation salue les réformes politiques et économiques entreprises par le Maroc, qui ont contribué à l'amélioration des conditions de vie et au bien-être des populations du Sahara. Elle réaffirme son plein appui au processus politique en cours et exhorte toutes les parties prenantes à faire preuve d'un esprit de compromis afin de parvenir à une solution politique durable.

36. **M. Mohammad** (Observateur du Koweït) dit que sa délégation appuie l'action menée par le Secrétaire général. Les deux précédentes tables rondes ont été marquées par la participation constructive des quatre parties prenantes, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Sa délégation espère que l'élan suscité permettra de faire avancer le processus en direction d'une solution politique fondée sur un consensus, supervisée par le nouvel Envoyé personnel du Secrétaire général. L'initiative marocaine d'autonomie est l'option la plus constructive qui soit, dans le respect de l'unité et de la souveraineté du Maroc. Le Koweït appuie la position unifiée adoptée par le Conseil de coopération des États arabes du Golfe.

37. **M^{me} McGill** (Observatrice du Libéria) dit que son pays appuie le processus mené sous les auspices exclusifs du Secrétaire général en vue de parvenir à une solution politique réaliste, pragmatique et durable au différend régional portant sur les provinces du sud du Maroc. Le Libéria avalise le processus des tables rondes avec la participation du Maroc, de l'Algérie, de la Mauritanie et du Polisario, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Il se félicite de la nomination du nouvel Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental et espère qu'il sera en mesure de relancer le processus des tables rondes avec les quatre mêmes participants et selon les mêmes modalités que précédemment. Le Libéria appuie le plan marocain d'autonomie, qui bénéficie d'un appui international de plus en plus grand, en tant que solution de compromis conforme au droit international, à la Charte des Nations Unies et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Sa délégation se félicite de ce que les élections du 8 septembre 2021 se soient déroulées en l'absence de

toute violence et aient suscité une large participation. Elle salue également la participation des représentants élus du Sahara marocain aux séminaires régionaux et aux activités parrainées par le Comité.

38. **M. Odida** (Observateur de l'Ouganda) dit que la décolonisation du Sahara occidental doit figurer en tête des priorités du programme du Comité. L'ONU doit appuyer les efforts régionaux visant à trouver une solution, conformément aux principes énoncés dans l'Acte constitutif de l'Union africaine au moyen de l'application du plan de règlement conjoint de l'ONU et de l'Union africaine et de la tenue d'un référendum. Le Comité doit dépêcher une mission de visite au Sahara occidental, qui serait la première depuis des années. Sa délégation se félicite de la nomination du nouvel Envoyé personnel du Secrétaire général.

39. **M. Said Mohamed Ousseïne** (Observateur des Comores) dit que sa délégation soutient le processus politique tenu sous les auspices exclusifs du Secrétaire général, comme le recommandent les résolutions du Conseil de sécurité. Il se félicite de la nomination de l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental. Sa délégation encourage les efforts déployés pour la reprise du processus des tables rondes, avec les quatre participants et selon les mêmes modalités que précédemment. Elle tient à féliciter l'initiative du Maroc dont l'objectif est l'autonomie de cette région par l'organisation réussie le 8 septembre 2021 d'élections démocratiques. Son pays apprécie hautement la participation des représentants élus du Sahara marocain lors des dernières élections aux séminaires régionaux, aux sessions du Comité et aux deux tables rondes de Genève. Il salue les investissements louables menés par le Maroc au Sahara, qui ont permis d'autonomiser les populations du Sahara marocain et d'y élever les indices de développement humain. C'est pour accompagner les autorités marocaines dans leurs efforts soutenus d'ouverture de cette région que les Comores ont inauguré un consulat à Laayoune et se réjouissent que d'autres pays aient fait de même. Il invite toutes les parties à suivre l'exemple du Maroc pour ce qui est du plein respect du cessez-le-feu.

40. **M. Hilale** (Observateur du Maroc) dit que la marocanité du Sahara est confirmée par des réalités historiques immuables, des fondements juridiques incontestables et une dynamique politique irréversible et que le Sahara est marocain et restera marocain jusqu'à la fin des temps. Le Maroc demeure engagé dans le processus politique qui est mené sous l'égide exclusive de l'ONU en vue de trouver une solution politique, réaliste, pragmatique durable et de compromis au différend régional sur le Sahara. Il réaffirme son attachement au processus des tables rondes, consacré

dans les quatre dernières résolutions du Conseil de sécurité, avec la participation effective du Maroc, de l'Algérie, de la Mauritanie et du « polissario ». La solution politique réaliste, pragmatique, crédible et de compromis demandée par le Conseil de sécurité ne peut être que l'initiative marocaine d'autonomie dans le cadre de la souveraineté du Maroc et de son intégrité territoriale. Cette initiative d'autonomie jouit d'un soutien international grandissant : l'Allemagne, l'Espagne, la Hongrie, les Pays-Bas, les Philippines, la Roumanie et la Serbie ont récemment annoncé leur appui à cette initiative en tant que seule solution sérieuse et crédible, rejoignant ainsi la majorité des États arabes et africains entendus aujourd'hui.

41. Le Sahara est un havre de paix, de stabilité et de prospérité. La population locale participe au développement socioéconomique de la région. Loin des élucubrations fantaisistes et mensongères des autres parties, il n'y a ni guerre ni conflit au Sahara marocain. Bien au contraire, c'est une région qui attire les investissements, accueille des conférences internationales, des touristes et des tournois sportifs. La population jouit de tous ses droits civils et politiques et participe massivement aux différentes échéances politiques et électorales avec les taux de participation les plus élevés au niveau national, comme ce fut le cas lors des dernières élections du 8 septembre 2021, où le taux de participation a atteint 63 %, permettant ainsi l'élection démocratique des représentants légitimes des populations du Sahara marocain, dont certains sont intervenus devant le Comité.

42. Malheureusement, l'Algérie s'est engagée de manière continue à entretenir un différend régional sous couvert de la défense du soi-disant « droit à l'autodétermination ». Elle ne peut se cacher derrière son pseudo statut « d'observateur » ; elle a été et demeure la partie principale et responsable du maintien de ce conflit. Le Conseil de sécurité a demandé à l'Algérie dans ses résolutions de participer aux tables rondes. Le refus de l'Algérie de retourner au processus des tables rondes, après avoir participé aux deux premières, est un affront à cet organe et une violation du droit international.

Déclarations faites au titre de l'exercice du droit de réponse

43. **M. Larbaoui** (Observateur de l'Algérie) dit que s'il était enseignant, il aurait qualifié cet exposé d'hors sujet. Il est apparemment impossible d'avoir un débat responsable sur le sujet qui concerne aujourd'hui le Comité, à savoir celui de la décolonisation. Le représentant du Maroc affirme sa solution, en dehors de laquelle il ne peut pas y avoir d'autre solution. Cela

constitue une négation claire des résolutions de l'ONU, y compris de la mission du Comité. Les États qu'il invoque comme appuyant cette solution prennent également position en violation des résolutions de l'ONU. L'objectif poursuivi par le représentant du Maroc est de détourner l'opinion internationale du sujet en cours, à savoir la décolonisation.

44. **M. Hilale** (Observateur du Maroc) dit qu'il est heureux que le représentant de l'Algérie ne soit pas enseignant car il aurait formé une génération ignare de l'histoire. Le Sahara est marocain et le restera. Le Comité vient d'entendre des dizaines de pays proclamer cela. Le représentant de l'Algérie fait du terrorisme intellectuel en insistant sur le fait que les autres délégations sont soit avec l'Algérie soit contre elle. Elle ne respecte pas les résolutions et la légalité internationale. L'Algérie a imposé une guerre pendant 45 ans, figé le Maghreb pendant 35 ans, compromis le cessez-le-feu et les accords militaires et donne maintenant des ordres pour essayer de déstabiliser la région. Si l'Algérie n'est pas partie prenante au conflit, pourquoi le Comité des droits de l'homme vient-il de publier un communiqué demandant à l'Algérie, pays hôte, des précisions sur un Sahraoui enlevé ?

45. **M. Larbaoui** (Observateur de l'Algérie) dit qu'une fois de plus, l'intervention du représentant du Maroc est une véritable diversion pour essayer toujours son stratagème de bilatéraliser un conflit qui concerne la décolonisation. Il rappelle que si le Maroc croit vraiment que le Sahara occidental fait partie de son territoire souverain, pourquoi a-t-il proposé de le partager avec la Mauritanie en 1975 ? Beaucoup de gens ne savent peut-être pas qu'avant cela, le Maroc a proposé un partage avec l'Algérie, qui a refusé.

46. **M. Hilale** (Observateur du Maroc) déclare qu'il vient d'entendre un scoop et que la nouvelle fera le tour du monde, que le Maroc n'a jamais proposé de partager le Sahara avec l'Algérie, laquelle parle d'autodétermination et de décolonisation, alors qu'elle a occupé la région de Kabylie par la force depuis son indépendance en 1962, la traitant comme une sorte de prison à ciel ouvert. Le Sahara marocain en revanche a toujours été marocain.

Question des Samoa américaines (A/AC.109/2022/1)

47. La **Présidente** appelle l'attention sur un document de travail sur les Samoa américaines établi par le Secrétariat (A/AC.109/2022/1).

48. *M^{me} Fernández Palacios (Cuba), Vice-Présidente, assume la présidence.*

Question d'Anguilla (A/AC.109/2022/2)

49. La **Présidente** appelle l'attention sur un document de travail sur Anguilla établi par le Secrétariat (A/AC.109/2022/2).

50. *M^{me} McGuire (Grenade) assume de nouveau la présidence.*

Question des Bermudes (A/AC.109/2022/3)

51. La **Présidente** appelle l'attention sur un document de travail sur les Bermudes établi par le Secrétariat (A/AC.109/2022/3).

Audition des représentants des territoires non autonomes

52. La **Présidente** explique que, conformément à la pratique habituelle du Comité, les représentants de territoires non autonomes seront invités à prendre la parole devant le Comité et se retireront après avoir fait leur déclaration.

53. **M^{me} Simmons** (Ministre bermudienne de la justice et Ministre des affaires juridiques et de la réforme constitutionnelle) dit que le Gouvernement bermudien est fier de son histoire parlementaire, de ses plus de 350 années d'autoadministration, avec une ingérence minimale du Royaume-Uni, et de ses 53 ans de démocratie constitutionnelle. Selon toutes les mesures objectives, les Bermudes restent une société avancée qui se caractérise par la stabilité économique, sociale et politique. L'intervention du Royaume-Uni dans les affaires intérieures du territoire a néanmoins compromis la stabilité de sa démocratie et entravé le désir collectif des Bermudiens de gérer leurs propres affaires. Dans les dispositions de la Constitution des Bermudes de 1968, certains pouvoirs sont réservés à la Gouverneure et exercés dans l'intérêt du Royaume-Uni, ce qui entrave la croissance du territoire et freine les aspirations légitimes de sa population. En outre, les intérêts nationaux des Bermudes et la volonté démocratiquement exprimée de sa population sont souvent en contradiction avec les intérêts du Royaume-Uni et ses positions politiques nationales, alors que les citoyens des Bermudes n'ont pas le droit de vote ni de représentation directe au Parlement ou au Gouvernement exécutif du Royaume-Uni.

54. Les constitutions sont des instruments vivants qui sont censés être modifiés à mesure que les sociétés évoluent. La société bermudienne a certainement évolué depuis 1968, date à laquelle la Constitution, destinée à mener les Bermudes vers l'indépendance, à l'instar des Bahamas, est entrée en vigueur. Des appels à la réforme de la Constitution ont été lancés dans toutes les îles

avant que l'encre n'ait eu le temps de sécher. Malgré des lacunes flagrantes, ce n'est qu'en 2003 que des amendements à la Constitution ont permis d'instaurer le suffrage universel aux Bermudes, une évolution que le Progressive Labour Party, actuellement au pouvoir, défendait depuis les années 1960. La création du bureau du médiateur a été une autre avancée constitutionnelle montrant que les Bermudiens sont à même de superviser l'administration de leurs propres institutions publiques. Plus récemment, des actions en justice très médiatisées ont mis à l'épreuve les limites de l'interprétation juridique du chapitre premier de la Constitution (protection des droits et libertés fondamentaux de l'individu), tandis que l'exercice inéquitable et la délégation des pouvoirs tirés de la Constitution créaient des contraintes d'ordre pratique.

55. Les Bermudes souscrivent sans réserve au droit inaliénable du peuple à l'autodétermination, sous-tendant le mandat du Comité, et s'inquiètent de faire partie des 17 territoires non encore autonomes. Même si des progrès ont été accomplis vers l'autodétermination, la décolonisation restera un idéal insaisissable, à moins que les clivages politiques ayant traditionnellement entouré la question ne soient supplantés par la volonté d'une population pleinement consciente des dispositions constitutionnelles actuelles et futures du territoire en matière de décolonisation.

56. Le Gouvernement bermudien a pris note des consultations citées dans le rapport de la Mission des Nations Unies aux Bermudes, 2005 (A/AC.109/2005/19). Il a pris acte de la résolution 76/92 de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a insisté sur l'importance du rapport de 2005 de la Commission pour l'indépendance des Bermudes, comportant un examen minutieux des faits entourant l'indépendance, et regretté que les projets de réunions publiques et de présentation d'un livre vert à l'assemblée législative, suivi d'un livre blanc exposant les propositions de politique générale relatives à des Bermudes indépendantes, ne se soient pas concrétisés à ce jour. Dans ce contexte, le Gouvernement du territoire s'est déclaré à nouveau en faveur de l'élaboration et de l'application de stratégies juridiques et diplomatiques visant à instaurer une réforme, en prévision de la décolonisation. Le Gouvernement compte s'appuyer sur les recommandations de la Commission pour l'indépendance des Bermudes et les observations de la mission spéciale des Nations Unies aux Bermudes concernant l'éducation de la population en matière de réforme constitutionnelle, d'autodétermination et des trois options reconnues par l'ONU, à savoir l'indépendance, l'intégration à un État indépendant ou la libre association avec un État indépendant, afin de permettre aux Bermudiens de faire des choix éclairés

concernant leur statut futur. Cette approche se démarquerait nettement de la position avancée traditionnellement par le Royaume-Uni, selon laquelle les options se limitent au maintien du statu quo ou au choix de l'indépendance. En outre, les Bermudes demanderaient une évaluation de l'autonomie dans un avenir immédiat afin de veiller au respect des normes minimales requises concernant des options de statut politique prévoyant une pleine autonomie.

57. Le moment est venu de donner à une nouvelle génération de Bermudiens l'occasion d'avoir leur mot à dire dans un processus de réforme constitutionnelle qui réponde à leurs besoins, ce qui avait été largement refusé aux générations précédentes en raison de l'exclusion historique et des disparités en matière de représentation et de droits politiques. Les Bermudes ne pouvaient pas espérer surmonter la crise climatique, l'élévation du niveau des mers, les migrations, l'instabilité des marchés mondiaux et les désorganisations de la chaîne d'approvisionnement ou d'autres crises mondiales de ce type touchant de manière disproportionnée les petits États et territoires insulaires, tant qu'elles ne savaient pas avec certitude si le Royaume-Uni respecterait et protégerait leurs intérêts. Un nouvel accord constitutionnel avec le Royaume-Uni est donc nécessaire, fondé sur un partenariat égal, un respect mutuel et des valeurs partagées. Une constitution modernisée consacrerait ces droits et d'autres droits démocratiques dans un document rédigé par les Bermudiens pour les Bermudiens. Le Gouvernement bermudien s'attachera fermement à éliminer tous les vestiges du colonialisme ancrés dans ses structures juridiques, politiques, économiques et sociales et à assurer l'autodétermination de son peuple.

Question des Îles Vierges britanniques (A/AC.109/2022/4)

58. **La Présidente** appelle l'attention du Comité sur le document de travail relatif aux Îles Vierges britanniques établi par le Secrétariat (A/AC.109/2022/4).

Audition des représentants des territoires non autonomes

59. La **Présidente** explique que, conformément à la pratique habituelle du Comité, les représentants des territoires non autonomes seront invités à prendre la parole devant le Comité et se retireront après avoir fait leur déclaration.

60. **M. Natalio Wheatley** (Premier Ministre et Ministre des finances des Îles Vierges britanniques) dit que le rapport de la commission d'enquête des Îles Vierges britanniques a été publié le 29 avril 2022. Le 8 juin, le Gouverneur du territoire et le Ministre

britannique des affaires étrangères ont annoncé que le Gouvernement britannique ne suspendrait pas partiellement la Constitution des Îles Vierges britanniques. Ils ont accepté au lieu de cela la proposition faite par le Gouvernement d'unité nationale du territoire, selon laquelle le Gouvernement appliquerait les recommandations figurant dans le rapport et d'autres réformes sur une période de deux ans, sous une gouvernance démocratique constante. Cette approche a été optimale, étant donné que le Gouverneur a la responsabilité des services publics, de la sécurité et de l'administration des tribunaux, tandis que le Premier Ministre, les ministres et ministres adjoints sont chargés de s'acquitter des autres fonctions.

61. Si le fait que le Gouvernement britannique puisse imposer par décret une suspension partielle de la Constitution, au cas où il estimerait que la mise en œuvre ne se déroule pas de manière satisfaisante, n'est pas une situation idéale, le Gouvernement du territoire a poursuivi les réformes proposées qui, selon lui, étaient dans l'intérêt supérieur du peuple des Îles Vierges britanniques, allant dans certains cas plus loin que les recommandations figurant dans le rapport de la Commission d'enquête.

62. Les habitants du territoire sont en droit d'attendre de leurs représentants élus qu'ils gouvernent avec honnêteté et intégrité et appliquent les réformes nécessaires pour renforcer les institutions gouvernementales. Son gouvernement a déjà pris des mesures importantes, étant résolu à changer la façon dont les affaires du peuple sont traitées, en vue de transformer les Îles Vierges britanniques en une démocratie modèle avec une économie profitant à tous. L'appui et l'assistance technique des partenaires internationaux et régionaux à cette fin sont les bienvenus. Le changement ne sera pas facile, mais la réforme renforcera la gouvernance et, avec elle, l'autodétermination, à mesure que les habitants du territoire prendront la responsabilité d'améliorer leurs propres institutions et systèmes de gouvernement.

63. Si la priorité absolue du Gouvernement du territoire est la réforme, il s'efforce encore de positionner la société en vue d'un développement durable à moyen et long terme. Le plan national de développement durable, qui est pratiquement achevé, servira de plan de route pour atteindre les objectifs de développement durable. Le Gouvernement du territoire poursuit l'application du plan national de mise en œuvre, qui a été harmonisé avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il participe également à un programme conjoint des Nations Unies sur la protection sociale et l'autonomisation économique des jeunes, qui est appliqué sur le territoire par des organismes

des Nations Unies. Il a signé le Plan-cadre plurinational des Nations Unies pour le développement durable dans les Caraïbes, en vue d'obtenir un nouveau soutien pour la période 2022-2026. L'appui au redressement socioéconomique durant la période qui suivra la pandémie et l'assistance technique au développement durable seront assurés par le Programme des Nations Unies pour le développement et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, respectivement. Le Gouvernement britannique a continué de fournir des vaccins contre la COVID-19.

64. Alors que les Îles Vierges britanniques continuent de se relever de la pandémie, le Gouvernement du territoire surveille l'effet social de l'inflation mondiale et de la hausse des coûts du carburant et de l'énergie et s'engage avec le secteur privé à stimuler l'économie et à accélérer la croissance du secteur touristique.

Audition des pétitionnaires

65. La **Présidente** explique que, conformément à la pratique habituelle du Comité, les pétitionnaires seront invités à prendre place à la table qui leur est réservée et se retireront après avoir fait leur déclaration.

66. **M. Eliezer Benito Wheatley**, prenant la parole à titre personnel, dit que les suites de la crise dans les Îles Vierges britanniques ont offert l'occasion de mettre le territoire sur la voie d'une pleine autoadministration. Les réformes mises en œuvre par le Gouvernement d'unité nationale renforceraient les freins et contrepoids nécessaires pour que le système de gouvernement fonctionne efficacement au fil du temps. La révision de la constitution à venir est un élément important du processus de réforme proposé par le Gouvernement d'unité nationale, dont le mandat établirait le mécanisme de transfert des pouvoirs réservés du Gouverneur au Gouvernement du territoire décentralisé à l'avenir, sans qu'il soit nécessaire de modifier à nouveau la Constitution. Par conséquent, la prochaine constitution du territoire comprendrait probablement une date pour un changement de son statut politique, qui pourrait être fondé sur les options reconnues par l'ONU.

67. La révision de la Constitution donnera au peuple des Îles Vierges britanniques l'occasion d'envisager le moment où la responsabilité de la fonction publique, de la sécurité intérieure, de l'administration des tribunaux et des affaires extérieures sera définitivement transférée au pouvoir exécutif local élu. Pour que le territoire soit prêt pour cette transition d'ici à la fin de la décennie, il devra toutefois accélérer le processus de renforcement et de mise en place des institutions afin de promouvoir la bonne gouvernance et le développement durable. La réforme doit se faire rapidement pour ancrer dans la

société les changements nécessaires à une plus grande autodétermination. L'assistance et l'appui du Royaume-Uni, de la région des Caraïbes et de l'ONU seront essentiels pour préparer les Îles Vierges britanniques aux prochaines étapes.

68. **M. Spencer** (Antigua-et-Barbuda) dit que son gouvernement est préoccupé par le fait que les Îles Vierges britanniques restent enchaînées par le colonialisme, une situation exacerbée par la Commission d'enquête. Certaines des recommandations proposées révèlent une approche pernicieuse de la gouvernance. Les habitants des Îles Vierges britanniques ont démontré pendant des années leur capacité de s'autoadministrer. Ils doivent donc avoir l'autonomie nécessaire pour régler tout problème national lié au développement social et à la gouvernance. Le Gouvernement d'unité nationale reflète le désir des habitants du territoire d'avoir un gouvernement qui représente leurs intérêts et transcende les partis politiques. Les Îles Vierges britanniques doivent assurer une bonne gouvernance dans la transparence et la responsabilité et avoir la liberté d'exercer leur droit à l'autodétermination.

69. **M^{me} Williams** (Grenade) dit que la Communauté des Caraïbes et l'Organisation des États des Caraïbes orientales continuent d'épauler la progression politique, constitutionnelle et socioéconomique des territoires non autonomes des Caraïbes comme faisant partie intégrante du processus global d'intégration régionale. Elles ont appuyé la décision du Gouvernement dûment élu des Îles Vierges britanniques d'accueillir favorablement les recommandations de la Commission d'enquête et sa détermination de travailler avec le Royaume-Uni pour remédier aux faiblesses répertoriées dans le rapport de la Commission.

70. Si la Grenade a accueilli favorablement ces recommandations, elle a appuyé les représentants élus du peuple des Îles Vierges britanniques qui ont dénoncé la recommandation de suspendre certaines parties de la Constitution et de rétablir une administration directe. La responsabilité historique du renforcement de la gouvernance dans le territoire doit reposer sur les épaules de ses représentants élus et de son peuple.

Question des Îles Caïmanes (A/AC.109/2022/5)

71. **La Présidente** appelle l'attention du Comité sur le document de travail relatif aux Question des Îles Caïmanes établi par le Secrétariat (A/AC.109/2022/5).

Question de la Polynésie française (A/AC.109/2022/7)

72. **La Présidente** appelle l'attention du Comité sur le document de travail relatif à la Polynésie française établi par le Secrétariat (A/AC.109/2022/7).

Audition des représentants des territoires non autonomes

73. **La Présidente** explique que, conformément à la pratique habituelle du Comité, les représentants des territoires non autonomes seront invités à prendre la parole devant le Comité et se retireront après avoir fait leur déclaration.

74. **M. Raygadas** (délégué adjoint aux affaires internationales de la Polynésie française) dit que la Polynésie française construit son autonomie depuis plus de 40 ans, ayant négocié et obtenu son premier statut d'autonomie en 1984. Depuis, des évolutions majeures ont eu lieu à la suite d'intenses négociations de ses élus avec la France. L'article premier de la loi organique de 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française énonce : « Pays d'outre-mer au sein de la République française, la Polynésie française se gouverne librement et démocratiquement, par ses représentants élus et par la voie du référendum local. La République française garantit l'autonomie de la Polynésie française ; elle favorise l'évolution de cette autonomie, de manière à promouvoir le développement économique, social et culturel, dans le respect de ses intérêts propres, de ses spécificités géographiques et de l'identité de sa population.

75. Si l'autonomie dont jouit la Polynésie française n'est pas la pleine souveraineté, elle confère au territoire suffisamment de compétences pour qu'il forge son avenir comme bon lui semble, ce qui convient à la grande majorité des Polynésiens, comme en témoignent les résultats des élections générales tous les cinq ans. L'autonomie financière permet également à la Polynésie française de prendre le contrôle de son développement économique et social. De plus, le niveau d'autonomie permet au territoire de participer avec confiance aux enjeux régionaux et mondiaux. La Polynésie française a intégré les objectifs de développement durable dans ses politiques publiques. Elle a transmis son premier rapport de mise en œuvre au Secrétariat général et au Groupe de la décolonisation. Il ose espérer que ces efforts seront évoqués dans un paragraphe dans la résolution sur la Polynésie française qui sera adoptée par le Comité.

76. Aussi, sa délégation se déclare perplexe à la lecture du paragraphe 4 de la résolution 76/95 de l'Assemblée générale, qui affirme que son pays ne remplit pas les critères d'autonomie selon l'étude d'un

consultant indépendant, extérieur à la Polynésie française et extérieur à l'ONU. Cette affirmation représente une insulte à tous les élus polynésiens, représentants du peuple, qui se sont battus pendant plus de 40 ans pour bâtir l'autonomie actuelle du territoire.

77. La Polynésie française participera à la Conférence des Nations Unies sur les océans, qui se tiendra à Lisbonne du 27 juin au 1^{er} juillet 2022. L'engagement commun du territoire pour la protection de ses eaux est de taille car seule la gestion durable des ressources marines et la protection des espaces maritimes garantiront l'autonomie et la prospérité des générations futures.

78. La Polynésie française bénéficie d'un cadre institutionnel garantissant le respect des libertés individuelles du fait de son autonomie. Les Polynésiens français sont libres de s'exprimer dans leurs langues, de vivre leurs valeurs et leurs croyances et libres d'être eux-mêmes. La grande majorité de la population ne pense pas que le territoire soit une colonie qu'il faut décoloniser et le Gouvernement veille à ce que son partenariat avec la France soit juste et équilibré.

Audition des pétitionnaires

79. **La Présidente** explique que, conformément à la pratique habituelle du Comité, les pétitionnaires seront invités à prendre place à la table qui leur est réservée et se retireront après avoir fait leur déclaration.

80. **M. Corbin** (Dependency Studies Project) dit que la mise en œuvre insuffisante du mandat de décolonisation continue de retarder l'autodétermination des territoires non autonomes. Sans cette mise en œuvre, les résolutions sur la décolonisation continueront d'être adoptées sans qu'il soit nécessaire de rendre des comptes, comme l'illustre la question de la Polynésie française.

81. Cette année-là, l'Assemblée générale a adopté sa dixième résolution réaffirmant que la Déclaration sur la décolonisation s'appliquait à la Polynésie française et constatant que l'autonomie administrative du territoire, par opposition à l'autonomie politique, ne constituait pas une pleine mesure d'autonomie énoncée dans la Charte des Nations Unies. La légitimation de l'inégalité politique n'est donc pas conforme à la Charte. De tels accords territoriaux ont toujours été considérés comme préparant la voie à une autonomie complète, et non comme l'incarnation de celle-ci.

82. L'examen approfondi de ces points a été limité car, en violation de la Charte, la Puissance administrante n'a pas transmis d'informations à l'ONU depuis que le territoire a été désigné de nouveau comme territoire non

autonome. En outre, les méthodes de travail du Comité ne prévoient pas d'analyse détaillée de ces accords de dépendance, limitant plutôt le débat à l'expression d'opinions divergentes. Il conviendrait donc de lancer un programme de travail spécifique à la Polynésie française afin d'évaluer les subtilités de l'actuel régime de dépendance. Les partisans de la légitimation du statu quo devraient se réjouir de l'occasion qui leur est donnée de justifier leur position. Un tel programme de travail ouvrirait la voie à un véritable processus de décolonisation. Une mission de visite en Polynésie française constitue également un point de convergence entre les partis politiques et sera un élément important de la discussion.

La séance est levée à 18 h 15.